

Le capitalisme français face au marché européen

Un grand débat se termine au Parlement sur la ratification des traités du Marché européen commun et de l'Euratom. Le manque d'intérêt des députés pour la discussion, manifesté par un absentéisme général est frappant. Ceux qui dirigent réellement le pays — les trusts — avaient déjà décidé, en France comme dans les cinq autres pays. L'analyse confirmée par l'expérience de la C.E.C.A. montre qu'ils ont intérêt à ces deux traités. Si on examine le développement de la sidérurgie française, le principal bastion du capitalisme, on voit très nettement pourquoi. La sidérurgie a dépensé en une dizaine d'années 600 milliards pour se moderniser (dont une bonne partie donnée, prêtée ou garantie par l'Etat). Aujourd'hui elle est capable de supporter la concurrence mondiale et d'accroître sa production si le marché s'élargit. Celui-ci s'est développé considérablement avec la bonne conjoncture économique et avec l'accroissement des fabrications métalliques. Mais les trusts sidérurgiques, de même qu'une bonne part de ceux des industries chimiques et électriques, ne voient leur marché s'étendre que si les industries de transformation développent leurs investissements et leur production. C'est ce que soulignait M. J. Ferry, président du Groupement des Industries sidérurgiques en octobre 1955 lorsqu'il disait que la consommation d'acier est encore basse en France.

Le marché commun a pour objectif d'obliger une partie de la bourgeoisie, notamment en France, à moderniser, rationaliser sa production, en faisant peser sur elle une concurrence internationale accrue.

A entendre les partisans du marché commun, il semblerait donc que la concurrence va recommencer à jouer pleinement et devenir une source de très grand progrès dont la classe ouvrière bénéficierait elle aussi. Le rapporteur à l'Assemblée, A. Savary, déclarait « *Le jeu de la concurrence mettra fin au monopole de certaines entreprises, la spécialisation et la concentration favoriseront la productivité et l'abaissement des coûts de production.* » C'est vrai, mais seulement dans une certaine mesure. Le marché commun peut diminuer le nombre de types de fabrications, permettre une production en plus grande série de chacun d'eux, donc à des prix plus bas. Mais le maître-mot reste la *concentration*, c'est-à-dire l'accroissement de la taille des sociétés en même temps que la diminution de leur nombre. Et entre elles jouera la loi des monopoles, c'est-à-dire le partage du marché, la fixation des prix minima, etc...

L'EXPERIENCE DE LA C.E.C.A.

Cette expérience de quelques années permet de tirer certaines leçons. Les défenseurs de la C.E.C.A. avaient promis: la baisse des prix — l'élévation des salaires — la fin des trusts. Malgré un accroissement considérable de la production (pour les six pays: 32 millions d'acier en 1950, 52 millions en 1955), et un développement de 150 % des échanges d'acier en quatre ans, aucune des promesses n'a été tenue: la hausse des salaires dans les mines et de la sidérurgie n'a pas été plus élevée que dans les autres industries. Les prix du charbon et de l'acier ont augmenté *plus vite* que les autres. Les trusts n'ont jamais été plus « libres ».

Cette courte histoire est parfaitement concluante. Le marché commun englobera toutes les branches de l'industrie dont peu sont aussi concentrées et organisées que la sidérurgie et les mines (61 entreprises françaises produisent 90 % de l'acier et font plus de 450 milliards de chiffre d'affaire annuel). Bien qu'un millième des entreprises françaises réalise la moitié du chiffre d'affaire national et que la concentration s'accroît, elle peut s'accélérer, notamment dans les industries de transformation, sous l'effet de l'ou-

verture du marché commun dont c'est explicitement un des buts.

LES PRECAUTIONS FRANÇAISES

L'Etat qui n'a rien à refuser aux vrais dirigeants — les grosses compagnies — doit tenir compte des moins grosses et, à l'occasion, des toute petites. D'ailleurs, même dans l'intérêt des trusts, il ne faut pas briser brutalement « leur » marché intérieur. G. Villiers, président du C.N.P.F., déclarait en juillet 1956: « *L'élargissement des marchés est souhaitable, encore faut-il que les méthodes soient valables.* »

Les patrons français insistent sur le fait que les charges sociales, les salaires, le paiement des heures supplémentaires, l'égalité des salaires féminins et masculins sont la cause des prix plus élevés que ceux des autres pays et qu'il faut atteindre l'égalisation de ces charges avant d'ouvrir le marché commun. C'est un mensonge pur et simple. En fait les chiffres des experts de la C.E.C.A. montrent que les frais globaux de main-d'œuvre (salaires, charges sociales et fiscales) s'élèvent à 0,55 en France, 0,53 en Allemagne et 0,76 en Belgique. La cause des prix élevés français est dans les chiffres suivants: le coût d'un transport de voyageur de 100 kms en heures de travail est de 2 en Allemagne, 2,5 en France, 0,52 aux Etats-Unis; et ceci est valable pour tous les produits et services. Si les prix sont trop élevés en France, ce n'est pas du tout parce que le niveau de vie des travailleurs y est plus élevé mais parce que la bourgeoisie, avant la 1^{re} guerre, a vécu plus de l'usure et de l'exploitation des colonies que du développement de son appareil de production; entre les Deux guerres, des colonies et des dépenses de l'Etat; depuis la 2^e guerre, de la charité américaine.

Aujourd'hui, le grand capital a besoin d'élargir son marché. Mais l'accroissement de la production provoque un accroissement des importations en matières premières, énergie et équipements que les exportations ne peuvent balancer à cause des prix trop élevés. C'est pour obliger la bourgeoisie française à tourner que le grand capital opte pour le marché commun. Le délai de 12 à 15 ans est celui qui lui est laissé pour opérer ce tournant vers la concentration et le rééquipement.

Dans la première phase, un combat se livrera pour éliminer non les concurrents étrangers qui ne se manifesteront que dans dix-huit mois, les petites entreprises au profit des grosses.

Deux points ont particulièrement été discutés: a) l'agriculture dont les méthodes de production sont particulièrement arriérées, coûteuses, peu productives et où, jusqu'à maintenant, les subventions aux gros betteraviers ou marchands de blé ou d'alcool, remplaçaient la modernisation; b) les pays colonisés, parce que pour qu'ils deviennent des marchés pour la grosse industrie, il faut y changer les méthodes d'exploitation.

Les colonies françaises montrent le caractère parasitaire de la bourgeoisie qui en a fait une chasse gardée où elle fournit les 2/3 des importations totales à des prix supérieurs aux prix mondiaux, ce qui la dispense de se mesurer à ces prix sur le marché international. De plus elle y a empêché le développement d'une industrie, surtout de transformation, par peur d'être concurrencée.

Il faudrait investir des sommes énormes (4.000 milliards jusqu'à 1965, rien que pour l'Algérie). Mais les capitaux privés ne se portent pas vers les colonies; ils en reviennent plutôt. Il faudrait donc que l'Etat finance une grande part des investissements, ce qui dépasse ses moyens. D'où l'idée d'y associer les autres cinq du marché commun. Mais ceux-ci ne sont pas chauds pour investir tant que le colonialisme français suscite des « troubles » comme la guerre d'Algérie.

PERSPECTIVES ET OPINIONS

Les défenseurs du marché commun s'appuient sur tout un arsenal de statistiques, pour montrer que « ça marche ». Le bon sens semble leur donner raison: supprimer les frontières et les droits de douane ne devrait que favoriser l'expansion et l'élévation du niveau de vie. Mais si on replace cette construction dans la réalité sociale, on est en droit d'être plus sceptique.

D'abord, tout cela est vu aujourd'hui dans une bonne conjoncture. Mais si une dépression économique survient? La C.E.C.A. montre que les trusts, tout en organisant un partage international du marché, continuent à s'appuyer sur une base nationale. Si une crise survient, il est probable que toutes les protections nationales reprendraient le dessus. Il n'est que de voir l'abandon de la « libération des échanges » par la bourgeoisie française avec l'actuelle crise de devises pour en être certain.

Et si un mouvement social d'une des classes ouvrières impliquées brisait « l'égalité des charges », les autres bourgeoisies s'inclineraient-elles?

Enfin, où est-il garanti que la paix subsistera durant douze ou quinze ans, temps nécessaire à la mise en place du marché commun?

Les poujadistes ou les radicaux du sud de la France sont contre le marché commun parce qu'ils savent que leur clientèle en pâtirait beaucoup. Mendès-France qui ne voulait pas faire autre chose sur le plan de l'économie française (concentration, modernisation, spécialisation, transferts) préférerait y arriver avant d'affronter la concurrence internationale.

UNE POLITIQUE OUVRIERE

Les sociaux-démocrates appuient à fond la politique européenne, car au mieux, pour les plus honnêtes d'entre eux, ils ne peuvent concevoir une élévation du niveau de vie des travailleurs que dans le cadre d'un développement de la production capitaliste, que ce marché commun leur promet.

Les stalinien sont contre, uniquement parce que l'intégration européenne gêne la diplomatie soviétique. Ils introduisent dans la classe ouvrière la confusion, en défendant leur position d'un point de vue patriotique et national. « *On nous avait promis les usines Röchling, les avions? s'écrie Kriegel-Valrimont. Qui nous? Le Comité des Forges. « Quel serait dans l'Euratom notre véritable partenaire? Le formidable trust de l'industrie chimique allemand, trois fois plus forte que la nôtre. »* La nôtre? Il n'y a donc pas de trusts chimiques en France?

Un député ouvrier devrait tenir ce langage: Nous sommes pour la suppression des frontières de l'Europe. Mais elle ne peut se faire au profit des peuples que si elle est accompagnée par la suppression de la propriété privée des moyens de production. Nous ne faisons aucune confiance aux gouvernements capitalistes. Nous voterons contre, non parce que nous sommes pour le maintien de l'Etat national, frein au développement économique, mais parce que nous appelons les travailleurs d'Europe à instaurer les *Etats-Unis socialistes d'Europe* après avoir renversé les Etats capitalistes, les trusts et les banquiers.

Toutes les organisations ouvrières d'Europe doivent s'unir dans un Front Unique afin d'exiger le salaire annuel garanti et la constitution d'un fonds très important, géré par les syndicats contre le chômage et les déplacements de population. Chaque classe ouvrière luttera avec celle des autres pays pour instaurer des gouvernements ouvriers et paysans qui s'uniront non pour le bien des trusts mais pour celui des peuples.

J. PRIVAS.

JUILLET 57